



**VILLE DE COMBOURG**  
(Ille et Vilaine)

**COMPTE RENDU  
DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille six, où est écrit ce qui suit : Séance publique du  
**13 Mars 2006 à 20 H 00**, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code Général  
des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice :	27
Nombre de pouvoirs :	2
Nombre de Conseillers présents :	23
Quorum :	14

Date de convocation et d'affichage : 7 Mars 2006  
Date d'affichage du compte-rendu : 16 Mars 2006

\*\*\*\*\*

**Etaient présents** : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Monique DAUCE, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. Bertrand HIGNARD, Mme Monique ROBINAULT, M. Pierre LEGEARD et M. André BADIGNON, Adjoint, Mmes Martine CHEVALIER, Pierrette HUET, Marie-Thérèse FERRAND, M. Marcel FOUQUET, M. Jean DENOUAL, Mme Marylène QUEVERT (à partir de la question n° 06-24) , M. François LARCHER, Mme Michelle GAUCHER, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Chantal GILLOUAYE, Mme Marie-Thérèse SAUVEE, M. Jean-Michel COQUELIN, Mme Marguerite COÏC, M. Loïc PETITPAS

**Absents excusés** : Mme Yolande GIROUX ; Mme Annie CITRE ; M. Claude BIEDERMANN

**Absents non excusés** : Mme Françoise BAUDUIN

**Pouvoirs** : Mme GIROUX à M. LARCHER ; Mme CITRE à Mme FERRAND

\*\*\*\*\*

**Président de séance** :

M. Joël LE BESCO, Maire – pour les questions 06-21 à 06-23 et 06-28 à 06-44  
M. Joël HAMELIN, 1<sup>er</sup> Adjoint – pour les questions 06-24 à 06-27

**Secrétaire de séance** : M Jean-Luc LEGRAND, Conseiller Municipal

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

### **Rappel de l'Ordre du jour :**

- 06-21) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 06-22) Droit de Préemption Urbain – Déclaration d'intention d'aliéner – SARL Acanthe
- 06-23) Convention avec le Département pour le classement des archives de la Commune
- 06-24) Comptes administratifs de l'exercice 2005 (Ville et budgets annexes des lotissements Victor Hugo, Melesse, Cité Rahuel et La Providence)
- 06-25) Compte administratif de l'exercice 2005 - Service de l'assainissement
- 06-26) Compte administratif de l'exercice 2005 – Service des eaux
- 06-27) Compte administratif de l'exercice 2005 – Camping du Vieux Châtel
- 06-28) Comptes de gestion 2005 du Receveur Municipal (Ville et budgets annexes des lotissements Victor Hugo, Melesse, Cité Rahuel et La Providence)
- 06-29) Compte de gestion 2005 du Receveur Municipal – Service de l'assainissement
- 06-30) Compte de gestion 2005 du Receveur Municipal – Service des eaux
- 06-31) Compte de gestion 2005 du Receveur Municipal – Camping du Vieux Châtel
- 06-32) Exercice budgétaire 2005 – Affectation des résultats
- 06-33) Exercice budgétaire 2006 – Débat d'orientations générales du budget
- 06-34) Dotation Globale d'Equipement des Communes – Exercice 2006 - Restauration scolaire – Site Avenue des Cytises
- 06-35) Dotation Globale d'Equipement des Communes – Exercice 2006 - Restauration scolaire – Site du Linon
- 06-36) Dotation Globale d'Equipement des Communes – Exercice 2006 - Bornes incendie
- 06-37) Dotation Globale d'Equipement des Communes – Exercice 2006 - Espace jeux – Parcours sportif
- 06-38) Programme voirie 2006 – Marché de maîtrise d'œuvre – hors mission ATESAT
- 06-39) Lotissement La Croix Briand 1
- 06-40) Lotissement La Croix Briand 2
- 06-41) Office du Tourisme – Bilan annuel 2005
- 06-42) Préparation de la rentrée scolaire 2006 – Projet de retrait d'emploi définitif à l'école élémentaire
- 06-43) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (15<sup>e</sup> alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
- 06-44) Questions orales (1<sup>er</sup> trimestre)

---

### **06-21) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

M. Jean-Luc LEGRAND, sur proposition du Maire, est élu à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Monsieur COQUELIN, Conseiller Municipal, souhaite que la motivation de son vote « contre » concernant le point de l'ordre du jour n° 06-12 (vœu pour le maintien des services de la D.D.E. à Combours) soit mentionné, à savoir que ce type de vœu, déjà pris dans le passé, n'a été d'aucune utilité et équivaut à « un aveu d'impuissance face au démantèlement du service public ».

M. LE BESCO prend acte de cette remarque.

Le procès-verbal de la séance précédente, en date du 13 Février 2006, est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

#### **06-22) DROIT DE PREEMPTION URBAIN – DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER - SARL ACANTHE – CESSON SEVIGNE**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

M. LE BESCO rappelle que, par délibérations du Conseil Municipal 96-30 en date du 22 février 1996 et 98-8 en date du 26 janvier 1998, la Ville s'est dotée d'un Droit de Préemption Urbain (DPU).

La Ville a reçu de Maître JACQUART, notaire à LOUVIGNE DU DESERT, une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) concernant les terrains suivants :

- Parcelle : Section AI n° 277
- Parcelle : Section AI n° 279

Pour une superficie globale de 10 688 m<sup>2</sup>.

Considérant que cet emplacement s'inscrit dans un secteur idéal pour le développement urbain et qu'il est inclus dans un schéma d'Aménagement d'ensemble figurant en zone 1 AUEb du projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté par le Conseil Municipal par délibération n° 05-164 en date du 12 décembre 2005

Considérant que la régulation du marché immobilier de la Commune nécessite une offre mixte à la maîtrise d'ouvrage publique et privée

- Considérant que cette maîtrise est favorable
- à la politique locale de l'habitat déjà engagée par la Commune en matière de mixité sociale et d'environnement
  - au rééquilibrage et à la diversification de l'offre de logements
  - à l'accession sociale à la propriété
  - au développement de l'offre de logements sociaux

M. le Maire propose au Conseil Municipal,

Vu les dispositions du code de l'Urbanisme

Vu le prix de 131 106,15 €, soit 12,26 € le mètre carré, figurant dans la DIA

L'avis des Domaines ayant été sollicité le 14 février 2006,

- d'exercer son droit de préemption sur les parcelles n°277 et 279 de la section AI, sises au lieu-dit « Bel Air », au prix principal de 131 106,15 €, soit 12,26 € le m², indiqué dans la DIA.

- d'inscrire les crédits nécessaires au budget de la Ville

- de donner pouvoir au Maire pour :

- . notifier cette décision à Maître JACQUART, notaire à LOUVIGNE DU DESERT

- . saisir, si nécessaire, Monsieur le Juge de l'expropriation en vertu de l'article R 213-4 du Code de l'Urbanisme avec le concours de l'avocat de la Ville dont les honoraires seront pris en charge sur le budget général de la Ville

- . procéder à la consignation de la somme nécessaire tel que prévu par le Code de l'Urbanisme en cas de saisine du Juge, au titre des crédits qui seront ouverts au budget général de la Ville.

- . signer tous les actes à intervenir pour le règlement de ce dossier

Entendu l'exposé de M. LE BESCO et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

## **06-23) CONVENTION AVEC LE DEPARTEMENT POUR LE CLASSEMENT DES ARCHIVES DE LA COMMUNE**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

M. LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que la Ville bénéficie, depuis plusieurs années, de l'aide du Département d'Ille et Vilaine pour le classement général de ses archives.

L'emplacement dédié aux archives étant saturé, il a été décidé d'aménager un autre emplacement du grenier de la Mairie pour y entreposer les documents administratifs.

Ces travaux s'achèvent et la fonctionnalité des locaux permettra à l'archiviste départemental de reprendre ses différentes missions : tri, classement, inventaire et rédaction de procès-verbaux d'élimination.

L'archiviste interviendra, à ce titre, plusieurs jours en 2006 et la Commune remboursera le traitement de cet agent au Département.

Une convention prise entre le Conseil Général et la Ville de Combourg précise les conditions de cette mise à disposition de personnel par le Département d'Ille et Vilaine.

M. LE BESCO propose au Conseil Municipal de l'autoriser à signer ladite convention.

Entendu l'exposé de M. LE BESCO et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

---

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que l'ordre du jour comporte le vote des comptes administratifs et de gestion de l'année 2005. Conformément à l'article L 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire, ordonnateur, ne peut participer au vote des comptes administratifs.

Il propose au Conseil Municipal d'élire un Président de séance pour le vote de ces comptes.

Monsieur Joël HAMELIN, 1<sup>er</sup> Adjoint, est élu, à l'unanimité des membres présents et représentés, Président de la séance pour le vote des comptes administratifs de l'exercice considéré.

Monsieur le Maire quitte la salle du Conseil Municipal.

---

**06-24) COMPTES ADMINISTRATIFS DE L'EXERCICE 2005 (Ville et budgets annexes du Lotissement Victor Hugo, du Lotissement de Melesse, du Lotissement Cité Rahuel, et du lotissement de la Providence)**

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1<sup>er</sup> Adjoint

Monsieur HAMELIN, 1<sup>er</sup> Adjoint et Président de séance présente au Conseil Municipal les comptes administratifs de l'exercice 2005 (Budget de la Ville et Budgets annexes, du lotissement « Victor Hugo », du lotissement de « Melesse » et du Lotissement « Cité Rahuel », du lotissement « La Providence ») dressés par le Maire, ainsi que les budgets primitifs, les budgets supplémentaires et les décisions modificatives de l'exercice considéré.

**A) VILLE**

M. HAMELIN propose au Conseil Municipal de :

**1)** donner acte de la présentation faite du compte administratif de la Ville, lequel peut se résumer ainsi :

**a) Section de fonctionnement**

**Dépenses :**

- Opérations de l'exercice

3 141 625.12 € (1)

<b>Recettes</b>	
- Opérations de l'exercice	4 217 031,17 €
<b><u>Résultat Comptable de l'exercice</u></b>	1 075 406,05 € (1-2)
Résultat reporté	191 790,05 € (3)
<b><u>Résultat de Clôture</u></b>	
- Excédent de fonctionnement (1-2+3)	<b><u>1 267 196,10 €</u></b>

#### **b) Section d'investissement**

<b>Dépenses</b>	
- Déficit reporté	1 251 213,67 €
- Opérations de l'exercice	<u>1 565 355,26 €</u>
Total	2 816 568,93 € (1)

<b>Recettes</b>	
- Opérations de l'exercice	1 737 662,63 € (2)

<b>Résultat de Clôture</b>	
- Déficit = Besoin de financement 1-2	<b><u>1 078 906,30 €</u></b>
Le résultat définitif de l'exercice 2005 se présente ainsi :	

Excédent de Fonctionnement	1 267 196,10 €
Déficit d'Investissement	-1 078 906,30 €

**soit un Excédent globalisé** **188 289,80 €**  
(hors restes à réaliser)

#### **c) Restes à réaliser :**

Les résultats de l'exercice budgétaire figurant au Compte Administratif sont constitués de l'excédent ou du déficit de chacune des deux sections tel qu'il a été défini ci-dessus mais aussi des « Restes à Réaliser » en dépenses et en recettes d'Investissement.

Ils correspondent aux dépenses engagées non mandatées pour un montant de 1 495 547 € et en recettes pour un montant de 178 541 €.

Ils seront inscrits dans la colonne « Report » au budget primitif de l'exercice 2006.

**2)** de constater les identités de valeurs avec les indications des comptes de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et aux fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

**3)** de reconnaître la sincérité des restes à réaliser

4) de voter et d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Soumis au vote, le compte administratif de la Ville est adopté par 20 voix « pour » et 4 voix « contre »

## **B) LOTISSEMENT « VICTOR HUGO »**

M. HAMELIN propose au Conseil Municipal de :

1) donner acte de la présentation faite du compte administratif du lotissement « Victor Hugo », lequel peut se résumer ainsi :

### **I) Section de fonctionnement**

#### **Dépenses de fonctionnement:**

- Opérations de l'exercice 38 542,69 €(1)

#### **Recettes de fonctionnement :**

- Opérations de l'exercice 0(2)

#### **Résultat Comptable de l'exercice**

Déficit de - 38 542,69 €

Résultat reporté 76 405,66 €

#### **Résultat de Clôture**

- Excédent de fonctionnement **37 862,97 €**

### **II) Section d'investissement**

#### **Dépenses**

- Opérations de l'exercice 0 €

- Déficit reporté 0 €

Total(1) 0 €

#### **Recettes**

- Opérations de l'exercice(2) 0 €

#### **Résultat de Clôture**

- Déficit = Besoin de financement 1-2 **0,00 €**

2) de constater les identités de valeurs avec les indications des comptes de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et aux fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

3) de reconnaître la sincérité des restes à réaliser

4) de voter et d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Soumis au vote, le compte administratif du lotissement « Victor Hugo » est adopté par 20 voix « pour » et 4 voix « contre ».

### **C) LOTISSEMENT «CITE RAHUEL»**

M. HAMELIN propose au Conseil Municipal de :

1) donner acte de la présentation faite du compte administratif du lotissement «Cité Rahuel», lequel peut se résumer ainsi :

#### **I) Section de fonctionnement**

##### **Dépenses de fonctionnement :**

- Opérations de l'exercice 98 410,85 € (1)

##### **Recettes de fonctionnement**

- Opérations de l'exercice 159 390,85 € (2)

**Résultat Comptable de l'exercice** 60 980,00 €

##### **Résultat de Clôture**

- Excédent de fonctionnement (1-2) **60 980,00 €**

#### **II) Section d'investissement**

##### **Dépenses**

- Opérations de l'exercice 98 410,85 €

- Déficit reporté 44 406,30 €

##### **Recettes**

- Opérations de l'exercice 44 406,30 €

##### **Résultat de Clôture**

- Déficit = Besoin de financement 1-2 **- 98 410,85 €**

2) de constater les identités de valeurs avec les indications des comptes de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et aux fonds de roulement, du bilan



d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

3) de reconnaître la sincérité des restes à réaliser

4) de voter et d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Soumis au vote, le compte administratif du lotissement « Cité Rahuel » est adopté par 20 voix « pour » et 4 voix « contre ».

#### **D) LOTISSEMENT «de MELESSE»**

M. HAMELIN propose au Conseil Municipal de :

1) donner acte de la présentation faite du compte administratif du lotissement «Melesse», lequel peut se résumer ainsi :

##### **I) Section de fonctionnement**

###### **Dépenses de fonctionnement :**

- Opérations de l'exercice	28 942,01 € (1)
----------------------------	-----------------

###### **Recettes de fonctionnement**

- Opérations de l'exercice	34 108,46 € (2)
- Excédent reporté	33 828,50 €

###### **Résultat Comptable de l'exercice**

Excédent	5 166,45 €
----------	------------

###### **Résultat de Clôture**

- Excédent de fonctionnement (1-2)	<b><u>38 994,95 €</u></b>
------------------------------------	---------------------------

##### **II) Section d'investissement**

###### **Dépenses**

- Opérations de l'exercice	0,00 €
- Déficit reporté	28 128,29 €

###### **Recettes**

- Opérations de l'exercice	28 128,29 €
----------------------------	-------------

**Résultat de Clôture**

- Déficit = Besoin de financement 1-2

**0,00€**

2) de constater les identités de valeurs avec les indications des comptes de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et aux fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

3) de reconnaître la sincérité des restes à réaliser

4) de voter et d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Soumis au vote, le compte administratif du lotissement de « Melesse » est adopté par 20 voix « pour » et 4 voix « contre ».

**E) LOTISSEMENT «La PROVIDENCE»**

M. HAMELIN propose au Conseil Municipal de :

1) donner acte de la présentation faite du compte administratif du lotissement «La Providence», lequel peut se résumer ainsi :

**I) Section de fonctionnement****Dépenses de fonctionnement :**

- Opérations de l'exercice 1 724,52 € (1)

**Recettes de fonctionnement**

- Opérations de l'exercice 1 724,52 € (2)

**Résultat Comptable de l'exercice**

Excédent 0,00 €

**Résultat de Clôture**

- Excédent de fonctionnement (1-2) **0,00 €**

**II) Section d'investissement****Dépenses**

- Opérations de l'exercice 1 724,52 €

**Recettes**

- Opérations de l'exercice 0,00 €

- Déficit = Besoin de financement 1-2 - 1724,52€

### 3) de reconnaître la sincérité des restes à réaliser

**4) de voter et d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.**

**06-25) COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2005 DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT**

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1<sup>er</sup> Adjoint

Le compte administratif de l'exercice 2005 du SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT dressé par Le Maire, ainsi que le budget primitif de l'exercice considéré sont présentés au Conseil Municipal.

M. HAMELIN propose au Conseil Municipal :

1) de donner acte de la présentation faite du compte administratif 2005, lequel peut se résumer ainsi:

### a) Section d'exploitation

<b>Dépenses :</b>	
-Opérations de l'exercice	53 673,66 €
<b>Recettes :</b>	
- Opérations de l'exercice	207 536,90 €
<b>Résultat de l'exercice :</b>	
- Excédent de	153 863,24 €
<b>Résultat de Clôture :</b>	
- Excédent reporté	15 629,02 €
- Excédent de l'exercice	153 863,24 €

<b><u>Excédent de Clôture :</u></b>	<b><u>169 492,26 €(1)</u></b>
-------------------------------------	-------------------------------

**b) Section d'investissement**

<b>Dépenses</b>	
- Opérations de l'exercice	147 760,80 €

<b>Recettes</b>	
- Opérations de l'exercice	186 994,93 €

<b>Résultat de l'exercice :</b>	
- Déficit de	39 234,13 €

<b>Résultat de Clôture</b>	
- Excédent reporté	194 166,45 €
- Excédent de l'exercice	<u>39 234,13 €</u>

<b><u>Excédent de clôture</u></b>	<b><u>233 400,58 €(2)</u></b>
-----------------------------------	-------------------------------

<b>c) Résultats définitifs (1+2)</b>	
- Excédent de	<b>402 892,84 €</b>

**d) Restes à réaliser :**

les restes feront l'objet d'un report au Budget primitif 2005	
en dépenses d'investissement	55 500 €

**2)** de constater les identités de valeurs avec les indications des comptes de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et aux fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

**3)** de reconnaître la sincérité des restes à réaliser

**4)** de voter et d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Soumis au vote, le compte administratif du Service de l'Assainissement est adopté par 20 voix « pour » et 4 voix « contre ».

## **06-26) COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2005 DU SERVICE DES EAUX**

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1<sup>er</sup> Adjoint

Le compte administratif de l'exercice 2005 du SERVICE DES EAUX dressé par Le Maire, ainsi que le budget primitif de l'exercice considéré sont présentés au Conseil Municipal

M. HAMELIN propose au Conseil Municipal :

1) de donner acte de la présentation faite du compte administratif 2005, lequel peut se résumer ainsi:

### **a) Section d'exploitation**

<b>Dépenses :</b>	
- Opérations de l'exercice	101 783,21 €
<b>Recettes :</b>	
- Opérations de l'exercice	230 234,71 €
<b>Résultat de l'exercice :</b>	
- Excédent de	128 451,50 €
<b>Résultat de Clôture :</b>	
- Excédent reporté	14 024,54 €
- Excédent de l'exercice	<u>128 451,50 €</u>
<b><u>Excédent de Clôture :</u></b>	<b><u>142 476,04 €(1)</u></b>

### **b) Section d'investissement**

<b>Dépenses</b>	
- Opérations de l'exercice	43 642,34 €
<b>Recettes</b>	
- Opérations de l'exercice	148 033,82 €
<b>Résultat de l'exercice :</b>	
- Excédent de	104 391,48 €
<b>Résultat de Clôture</b>	
- Excédent reporté	133 346,90 €
- Excédent de l'exercice	104 391,48 €
<b><u>Excédent de clôture</u></b>	<b><u>237 738,38 €(2)</u></b>

**c) Résultats définitifs (1+2)**  
**- Excédent de**

380 214,42 €

les restes feront l'objet d'un report au Budget primitif 2005  
en dépenses d'investissement

51600 €

2) de constater les identités de valeurs avec les indications des comptes de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et aux fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

3) de reconnaître la sincérité des restes à réaliser

4) de voter et d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Soumis au vote, le compte administratif du Service des Eaux est adopté par 20 voix « pour » et 4 voix « contre »

**06-27) COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2005 DU CAMPING DU « VIEUX CHATEL »**

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1<sup>er</sup> Adjoint

Le compte administratif de l'exercice 2005 du Camping du « Vieux Châtel » dressé par le Maire, ainsi que le budget primitif sont présentés au Conseil Municipal.

M. HAMELIN propose au Conseil Municipal :

1) de donner acte de la présentation faite du compte administratif 2005, lequel peut se résumer ainsi:

**a) Section de fonctionnement**

**Dépenses :**

-Opérations de l'exercice 16 642,21 €

**Recettes :**

- Opérations de l'exercice 13 768,61 €

**Résultat de l'exercice :**

- Excédent de - 2 873,60 €

**Résultat de Clôture :**

- Excédent reporté 5 300,49 €

- Déficit de l'exercice - 2 873,60 €

<b><u>Excédent de Clôture :</u></b>	<b><u>2 426,89 € (1)</u></b>
-------------------------------------	------------------------------

**b) Section d'investissement**

**Dépenses**

- Opérations de l'exercice	néant
----------------------------	-------

**Recettes**

- Opérations de l'exercice	néant
- Excédent Reporté	853,83 €

**Résultat de l'exercice :**

- Excédent de	853,83 €
---------------	----------

**Résultat de Clôture**

- Excédent de	853,83 €
---------------	----------

<b><u>Excédent de clôture</u></b>	<b><u>853,83 €(2)</u></b>
-----------------------------------	---------------------------

**c) Résultats définitifs (1+2)**

- Excédent de	<b>3 280,72 €</b>
---------------	-------------------

2) de constater les identités de valeurs avec les indications des comptes de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et aux fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

3) de reconnaître la sincérité des restes à réaliser

4) de voter et d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Soumis au vote, le compte administratif du camping municipal du « Vieux Châtel » est adopté par 20 voix « pour » et 4 voix « contre ».

\_\_\_\_\_

A l'issue des votes des comptes administratifs de l'exercice 2005, Monsieur le Maire – qui s'était retiré- regagne la salle de réunion et reprend la présidence.

\_\_\_\_\_

**06-28) COMPTES DE GESTION 2005 DU RECEVEUR (VILLE ET BUDGETS ANNEXES, du LOTISSEMENT « VICTOR HUGO » du LOTISSEMENT de « MELESSE » du LOTISSEMENT « CITE RAHUEL » et du LOTISSEMENT « LA PROVIDENCE »**

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1<sup>er</sup> Adjoint

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 2005 de la Ville et des budgets annexes , du lotissement « Victor Hugo », du lotissement de « Melesse », du Lotissement « Cité Rahuel » et du Lotissement « La Providence » et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur Municipal accompagnés des états de développement, des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2005 de la Ville et celui des budgets annexes des lotissements « Victor Hugo », « Melesse », « Cité Rahuel » et « la Providence »

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2004, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant toutes les opérations régulièrement effectuées,

- 1) statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2005
- 2) statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2005 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires
- 3) statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Le compte de gestion dressé pour l'exercice 2005 par le Receveur Municipal pour la Ville et les budgets annexes, de Victor Hugo, de Melesse, Cité Rahuel et « La Providence » et certifié conforme par l'Ordonnateur, est soumis au Conseil municipal pour approbation.

Le Conseil Municipal déclare, à l'unanimité des membres présents et représentés, que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2005 par le Receveur Municipal, et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

**06-29) COMPTE DE GESTION 2005 DU RECEVEUR - SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT**

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1<sup>er</sup> Adjoint

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 2005 du service de l'Assainissement et les décisions



modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur Municipal accompagnés des états de développement, des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2005 du service de l'Assainissement,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2004, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant toutes les opérations régulièrement effectuées,

- 1) statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2005
- 2) statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2005 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires
- 3) statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Le compte de gestion dressé pour l'exercice 2005 par le Receveur Municipal pour le service de l'Assainissement et certifié conforme par l'Ordonnateur, est soumis au Conseil Municipal pour approbation.

Le Conseil Municipal déclare, à l'unanimité des membres présents et représentés, que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2005 par le Receveur Municipal, et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

## **06-30) COMPTE DE GESTION 2005 DU RECEVEUR - SERVICE DES EAUX**

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1<sup>er</sup> Adjoint

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 2005 du service des Eaux et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur Municipal accompagnés des états de développement, des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2005 du service des Eaux,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2004, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant toutes les opérations régulièrement effectuées,

- 1) statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2005
- 2) statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2005 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires
- 3) statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Le compte de gestion dressé pour l'exercice 2005 par le Receveur Municipal pour le service des Eaux et certifié conforme par l'Ordonnateur, est soumis pour approbation.

Le Conseil Municipal déclare, à l'unanimité des membres présents et représentés, que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2005 par le Receveur Municipal, et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

#### **06-31) COMPTE DE GESTION 2005 DU RECEVEUR - CAMPING**

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1<sup>er</sup> Adjoint

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 2005 du Camping et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur Municipal accompagnés des états de développement, des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2005 du camping,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2004, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant toutes les opérations régulièrement effectuées,

- 1) statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2005
- 2) statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2005 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires
- 3) statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Le compte de gestion dressé pour l'exercice 2005 par le Receveur Municipal pour le camping et certifié conforme par l'Ordonnateur, est soumis au Conseil Municipal pour approbation.

Le Conseil Municipal déclare, à l'unanimité des membres présents et représentés, que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2005 par le Receveur Municipal, et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

## **06-32) EXERCICE BUDGETAIRE 2005– AFFECTATION DES RESULTATS**

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1<sup>er</sup> Adjoint

L'affectation du résultat est proposée au Conseil Municipal, celui-ci porte sur le seul résultat de la section d'exploitation. Il s'agit des excédents de l'exercice, complétés de l'excédent reporté. C'est l'excédent net cumulé d'exploitation qui donne lieu à l'affectation

### **1) BUDGET DE LA VILLE**

Par circulaire en date du 31 décembre 2005 applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2006, l'instruction budgétaire et comptable M14 a fait l'objet d'une réforme. L'objectif de cette réforme porte sur la simplification des procédures budgétaires et comptables et l'amélioration de la lisibilité des documents budgétaires. Ainsi la DGCL a décidé la débudgétisation des ICNE en section d'investissement et la simplification de leur constatation en section de fonctionnement, de même les provisions réglementées sont supprimées et notamment les comptes 144, 145.

Suite à ces modifications, le résultat de fonctionnement sera majoré du montant du solde de ces comptes

Le résultat à affecter est constitué par le résultat comptable de l'exercice soit 1 075 406,05 € augmenté du résultat reporté 2004 pour 191 790,05 € et du solde des comptes ci-dessus énoncés. Le résultat cumulé sur l'exercice 2005 est de 1 267 196,10 € + 25 648,30 € = 1 292 844,40 €

Affectation proposée :

- Section d'investissement : 1 100 000 €
- Section de fonctionnement : 192 844,40 €

### **2) BUDGET DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT :**

Le résultat de clôture de l'année à la section d'exploitation est de 153 863,24 € augmenté de l'excédent reporté de 2004 de 15 629,02 €.

Le résultat cumulé de l'exercice 2005 est de 169 492,26 €

Affectation proposée :

- Section d'exploitation : 29 492,26 €

- Section d'investissement : 140 000,00 €

### **3) BUDGET DU SERVICE DES EAUX:**

Le résultat de clôture de l'année à la section d'exploitation est de 128 451,50 € augmenté de l'excédent reporté de 2004 de 14 024,54 €.

Le résultat cumulé de l'exercice 2005 est de 142 476,04 €

Affectation proposée :

- Section d'exploitation : 22 476,04 €

- Section d'investissement : 120 000,00 €

### **4) BUDGET DU CAMPING :**

Le résultat de clôture de l'année 2005 est de – 2 873,20 € augmenté de l'excédent reporté de 2004 de 5 300,49 €.

Le résultat cumulé est de 2 426,89 € affecté à la section de fonctionnement.

Soumis au vote, l'affectation des résultats du budget de la Ville, du budget du service de l'assainissement, du budget du service des eaux et du budget du camping, proposée par M. Joël HAMELIN, est adoptée par 21 voix « pour » et 4 abstentions.

## **06-33) EXERCICE BUDGETAIRE 2006 – DEBAT D'ORIENTATIONS GENERALES DU BUDGET**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

La Loi n° 92-125 du 6 Février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République (Loi ATR), par son article 11, a modifié le Code Général des Collectivités Territoriales, en instituant dans les Communes de 3 500 habitants et plus, un débat sur les orientations générales du budget.

La circulaire du Ministère de l'Intérieur du 31 mars 1992 d'application du titre II de la Loi ATR souligne que ce débat contribue à accroître la participation des Conseillers Municipaux à la préparation du budget sans nuire à la marge de manoeuvre du Maire qui n'est pas lié par les prises de position des Conseillers à ce stade de la procédure.

Ce débat ne porte pas sur le budget lui-même mais uniquement sur les grandes masses budgétaires.

Enfin, ce débat ne donne pas lieu à décision, ni du Conseil Municipal, ni du Maire, celui-ci ayant le pouvoir d'apprécier les suites à donner aux propositions de l'assemblée délibérante dans le cadre de l'élaboration de son projet de budget.

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal une prospective financière en soulignant les points suivants :

**- Evolution des annuités d'emprunts de 2006 à 2015**

Année	2006	2007	2008	2009	2010
Montant	204 167	168 974	156 076	125 149	125 039
Année	2011	2012	2013	2014	2015
Montant	124 922	79 269	66 453	38 191	18 940

**- Evolution des versements communautaires de 2001 à 2005**

	2001	2002	2003	2004	2005
<b>Taxe Professionnelle</b>	724 125	724 125	724 125	724 125	724 125
<b>Dotation Communautaire</b>	18 143	16 314	12 078	26 441	24 084

**- Evolution de la Taxe d'habitation, de la taxe sur le foncier bâti et de la taxe sur le foncier non bâti de 2001 à 2006**

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
<b>Taxe Habitation</b>	528 271	551 740	579 056	607 072	637 539	673 610
<b>Foncier Bâti</b>	438 043	453 500	481 617	499 394	522 251	541 479
<b>Fonc. Non Bâti</b>	170 807	173 195	175 681	178 009	182 029	149 813
<b>TOTAL</b>	<b>1 137 121</b>	<b>1 178 435</b>	<b>1 236 354</b>	<b>1 284 475</b>	<b>1 341 819</b>	<b>1 364 902</b>

**- Dépenses d'investissement de 2001 à 2005**

	2001	2002	2003	2004	2005	TOTAL
frais d'études	8 959,94	10 286,44	2 558,63	19 008,77	538,20	41 351,98
acquisition terrains	141 764,98	159 119,59	13 585,64	133 269,99	40 048,80	487 789,00
terrains bâtis	61 741,85	1 240,79				62 982,64
aménagement terrains	296 647,22	41 157,88	1 025,24	10 942,77	40 591,93	390 365,04
Signalisation	5 960,20	6 900,00	6 293,03	8 903,55	3 970,72	32 027,50
réseau eaux pluviales	198 265,70	3 736,22	84 056,16	159 475,02	106 205,10	551 738,20
Véhicules	9 235,06	59 112,00	58 300,00	152 841,32	55 960,29	335 448,67
acquisition matériel	24 174,01	34 998,46	18 395,95	52 624,78	63 260,95	193 454,15
Travaux batiments	135 177,50	129 732,78	155 272,03	190 558,56	216 952,85	827 693,72
travaux voirie	528 002,31	297 132,04	394 757,79	929 905,99	744 120,32	2 893 918,45
Travaux d'éclairage	2 635,02	51 454,54	35 909,62	12 870,88	46 465,55	149 335,61
	<b>1 412 563,79</b>	<b>794 870,74</b>	<b>770 154,09</b>	<b>1 670 401,63</b>	<b>1 318 114,71</b>	<b>5 966 104,96</b>

- Evolution des salaires et charges de 2001 à 2005

	<b>Salaires et charges</b>	<b>Total recettes</b>	<b>coût réel du personnel</b>
2001	<b>1 490 504,82</b>	<b>133 820,61</b>	<b>1 356 684,21</b>
2002	<b>1 501 829,75</b>	<b>133 905,74</b>	<b>1 367 924,01</b>
2003	<b>1 541 451,19</b>	<b>139 806,90</b>	<b>1 401 644,29</b>
2004	<b>1 573 342,29</b>	<b>114 522,45</b>	<b>1 458 819,84</b>
2005	<b>1 566 285,76</b>	<b>96 234,46</b>	<b>1 470 051,30</b>

- Evolution des dépenses d'énergie

	2001	2002	2003	2004	2005
EDF	66 323	70 406	74 160	62 774	76 234
Combustibles	23 098	27 146	27 779	26 554	26 093
Prest Chauff	5 903	7 147	5 319	6 563	6 722
Carburant	15 511	14 988	16 931	17 907	23 101

- Evolution des dépenses animation – culture 2001/2005

	2001	2002	2003	2004	2005
bibliothèque *	12 237	12 236	11 510	14 200	13 283
cyber espace *	6 022	6 724	8 391	6 286	8 598
Centre Culturel	4 573	6 000	4 880	4 600	6 700
OTSI	18 294	23 630	28 000	35 000	35 200
UCIAPL	305		350		200
animations Ville	9 006	16 124	16 518	14 035	14 946
	50 437	64 714	69 648	74 121	78 928

Monsieur le Maire expose ensuite les grands axes des programmes d'investissement en cours ou à venir dont la plupart ont été évoqués lors du point n° 06-02 de la séance du Conseil Municipal du 13 février 2006 à propos des contrats de territoire.

Il confirme deux nouveaux grands projets :

- le Centre Ville 3<sup>ème</sup> tranche
- l'aménagement d'une médiathèque (prospectives et études).

Madame SAUVÉE regrette que les éléments communiqués lors de la séance n'aient donné lieu à aucune transmission écrite avant la séance du Conseil Municipal.

**06-34) DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT DES COMMUNES - EXERCICE 2006 - RESTAURATION SCOLAIRE – SITE AVENUE DES CYTISES**

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint

Monsieur HAMELIN rappelle que la Dotation Globale d'Equipeement (D.G.E.) est une aide financière de l'Etat allouée à l'ensemble des communes de 2 000 habitants au plus, aux communes de 2 001 à 20 000 habitants dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur à 1017,185306 €.

Combours est éligible à la D.G.E. qui permet de financer en partie 4 catégories d'opérations à savoir :

- les bâtiments scolaires
- les bâtiments publics
- les travaux de V.R.D. des lotissements communaux à caractère social (HLM)
- les équipements ruraux

M. HAMELIN propose au Conseil Municipal de demander une subvention dans la catégorie « Bâtiments Scolaires » : Acquisition de premier équipement et matériel (cantines scolaires) en ce qui concerne la restauration scolaire sur le site avenue des Cytises, soit un montant HT de 170 000 €

Cette opération sera financée de la façon suivante :

- Subvention DGE 20%	34 000,00
- Autofinancement	136 000,00

Entendu l'exposé de M. HAMELIN et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

**06-35) DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT DES COMMUNES - EXERCICE 2006 - RESTAURATION SCOLAIRE – SITE DU LINON**

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint

M. HAMELIN rappelle au Conseil Municipal que la Dotation Globale d'Equipeement (D.G.E.) est une aide financière de l'Etat allouée à l'ensemble des communes de 2 000 habitants au plus, aux communes de 2 001 à 20 000 habitants dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur à 1017,185306 €.

Combours est éligible à la D.G.E. qui permet de financer en partie 4 catégories d'opérations à savoir :

- les bâtiments scolaires
- les bâtiments publics
- les travaux de V.R.D. des lotissements communaux à caractère social (HLM)
- les équipements ruraux

M. HAMELIN propose au Conseil Municipal de demander une subvention dans la catégorie « Bâtiments Scolaires » : Acquisition de premier équipement et matériel (cantines scolaires) en ce qui concerne la restauration scolaire sur le site du Linon, soit un montant HT de 170 000 €

Cette opération sera financée de la façon suivante :

- Subvention DGE 20%	34 000,00
- Autofinancement	136 000,00

Entendu l'exposé de M. HAMELIN et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

#### **06-36) DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT DES COMMUNES - EXERCICE 2006 - BORNES INCENDIE**

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint

M. HAMELIN rappelle au Conseil Municipal que la Dotation Globale d'Equipement (D.G.E.) est une aide financière de l'Etat allouée à l'ensemble des communes de 2 000 habitants au plus, aux communes de 2 001 à 20 000 habitants dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur à 1017,185306 €.

Combourg est éligible à la D.G.E. qui permet de financer en partie 4 catégories d'opérations à savoir :

- les bâtiments scolaires
- les bâtiments publics
- les travaux de V.R.D. des lotissements communaux à caractère social (HLM)
- les équipements ruraux

M. HAMELIN propose au Conseil Municipal de demander une subvention dans la catégorie « EQUIPEMENTS RURAUX » - Bornes Incendie :

- à la Scierie Rahuel pour un montant HT de 3 000 €
- au Centre de Secours pour un montant HT de 3 800 €
- au lotissement Victor Hugo pour un montant HT de 3 000 €
- Au site du Linon (restaurant scolaire) pour un montant HT de 3 000 €

soit un montant total de 12 800 € HT.



Cette opération sera financée de la façon suivante :

- Subvention DGE 20%	2 560,00
- Autofinancement	10 240,00

Entendu l'exposé de M. HAMELIN et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

**06-37) DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT DES COMMUNES - EXERCICE 2006 - ESPACE JEUX – PARCOURS SPORTIF**

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint

M. HAMELIN rappelle au Conseil Municipal que la Dotation Globale d'Equipement (D.G.E.) est une aide financière de l'Etat allouée à l'ensemble des communes de 2 000 habitants au plus, aux communes de 2 001 à 20 000 habitants dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur à 1017,185306 €.

Combourg est éligible à la D.G.E. qui permet de financer en partie 4 catégories d'opérations à savoir :

- les bâtiments scolaires
- les bâtiments publics
- les travaux de V.R.D. des lotissements communaux à caractère social (HLM)
- les équipements ruraux

M. HAMELIN propose au Conseil Municipal de demander une subvention dans la catégorie « EQUIPEMENTS RURAUX » : Espace jeux – parcours sportif, avenue de Waldmünchen, soit un montant HT de 55 900 €

Cette opération sera financée de la façon suivante :

- Subvention DGE 20%	11 180,00
- Autofinancement	44 720,00

Entendu l'exposé de M. HAMELIN et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

### **06-38) PROGRAMME VOIRIE 2006 – MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE HORS MISSIONS ATESAT.**

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

M. LEBRET informe le Conseil Municipal que la commission n° 3 « Voirie et Affaires Rurales », lors de la séance du Jeudi 12 Janvier 2006, a établi le projet de programme voirie 2006.

Ce programme vient de faire l'objet d'une estimation de la D.D.E.. Dans le cadre de la mission ATESAT (Assistance Technique fournie par l'Etat pour des raisons de Solidarité et d'Aménagement du Territoire), la maîtrise d'œuvre est assurée par la Direction Départementale de l'Équipement.

Cette mission ATESAT ne prend en compte que la réfection à l'identique et l'entretien des différentes voies et ce, jusqu'à un certain plafond. Sur différentes portions de voie, le programme voirie 2006 comprend des prestations complémentaires ne rentrant pas en totalité dans les missions ATESAT.

Liste des opérations pressenties hors ATESAT, dans l'attente d'une confirmation de la Maîtrise d'œuvre :

- Rue sœur Joséphine : Etude et reprise complémentaire de la structure de chaussée.
- Chemin de Bel Air : Etude et reprise complémentaire de la structure de chaussée.
- Allée des Primevères : Etude et reprises diverses.
- Avenue des Acacias : Etude et reprises diverses.
- Ruelle des Jardins : Etude et reprises diverses.
- Rue de la Mairie : Etude et reprises diverses.

Afin de réaliser ces prestations complémentaires indissociables des missions comprises dans l'ATESAT, il a été établi un marché de maîtrise d'œuvre entre la commune de Combourg et la Direction Départementale de l'Équipement fixant le forfait de rémunération global à 9 843,75 € HT, soit 11 773,13 € TTC.

Ce marché sera passé selon la procédure adaptée (article 28-1 du Code des Marchés Publics).

Entendu l'exposé de M. LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

### **06-39) LOTISSEMENT LA CROIX BRIAND 1**

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Mme GINGAT informe le Conseil Municipal que la Ville de Combourg a été sollicitée par la société ACANTHE, en vue de la réalisation d'un lotissement d'habitation privé.

L'étude technique a été confiée par le promoteur à la Société D2L de Cesson Sévigné.

Le terrain concerné est actuellement à vocation agricole et se trouve à la limite de l'agglomération, le long de la RD 794, dite « Route de Vitré ». Le projet se situe entre une zone d'habitation dense à l'Ouest, une zone agricole (NCA) à l'Est et quelques habitations de faible densité.

Ce lotissement s'inscrit dans une réflexion globale du secteur compris entre la RD 794 au Sud, le lotissement dit « Les Cyclades » à l'Ouest, la gare de Combours au Nord-Est et l'Avenue de la Libération au Nord. Au terme de l'aménagement total du secteur, 3 accès seront effectifs, RD 794, Av de la Libération et parking de la Gare. Dans un premier temps et de par le phasage des différentes tranches, lié à la topographie des lieux, cette première opération ne bénéficiera que d'un accès sur la RD 794.

Le projet vise à la réalisation de 16 lots à usage d'habitation individuelle de type traditionnel, dans ses volumes et matériaux. Ces lots déclineront des superficies de 544 à 923 m<sup>2</sup>, pour une surface moyenne de 709 m<sup>2</sup>. L'ensemble se situe sur une partie des parcelles cadastrées AH-44 et AH-45, formant un total d'environ 22 678 m<sup>2</sup>.

Ce projet d'aménagement a fait l'objet d'une concertation entre le lotisseur, le maître d'oeuvre, les élus et les services municipaux, et une convention relative à la rétrocession et au classement dans le domaine public communal des espaces communs du lotissement « La Croix Briand 1 » a été établie.

Cette convention définit les modalités de contrôle par la commune des études, de la préparation des marchés et de l'exécution des travaux des équipements communs appelés à être rétrocédés à la commune lors de la réception des travaux. En contrepartie, les frais d'intervention de la commune à la charge du Maître d'Ouvrage sont fixés forfaitairement à 1 % du montant des travaux HT.

La commission n° 4 « Urbanisme et Bâtiment », réunie le Mercredi 1er Février 2006, a émis un avis favorable à cette opération.

Mme GINGAT propose au Conseil Municipal :

- d'approuver ce projet
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention à intervenir

Entendu l'exposé de Mme GINGAT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 21 voix « pour » et 4 voix « contre », APPROUVE ces propositions.

## **06-40) LOTISSEMENT LA CROIX BRIAND 2**

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Mme GINGAT, Adjointe, informe le Conseil Municipal que la ville de Combours a été sollicitée par la société ACANTHE, en vue de la réalisation d'un lotissement d'habitation privé. Cette opération s'inscrit en continuité du Lotissement dit « La Croix Briand 1 ». La présence d'un chemin communal entre les 2 opérations justifie l'obligation de créer 2 projets distincts.

L'étude technique a été confiée par le promoteur à la société D2L de Cesson Sévigné.

Le terrain concerné est actuellement à vocation agricole et se trouve à la limite de l'agglomération, au Nord du Lotissement « La Croix Briand 1 ». Le projet se situe entre une zone d'habitation dense au Nord et à l'Ouest, ainsi qu'une zone agricole au Sud et à l'Est.

Ce lotissement s'inscrit dans une réflexion globale du secteur compris entre la RD 794 au Sud, le lotissement dit « Les Cyclades » à l'Ouest, la gare de Combours au Nord-Est et l'Avenue de la Libération au Nord. Au terme de l'aménagement total du secteur, 3 accès seront effectifs, RD 794, Av de la Libération et parking de la Gare. Dans un premier temps et de par le phasage des différentes tranches, lié à la topographie des lieux, cette deuxième opération ne bénéficiera que d'un accès sur la RD 794, via le lotissement « La Croix Briand 1 », à cet effet une placette provisoire de retournement sera réalisée au Nord de l'opération pour permettre une aisance de giration.

Le projet vise à la réalisation de 27 lots à usage d'habitation individuelle de type traditionnel, dans ses volumes et matériaux. Ces lots déclineront des superficies de 501 à 934 m<sup>2</sup>, pour une surface moyenne de 613 m<sup>2</sup>. Un lot, d'une superficie d'environ 2098 m<sup>2</sup>, sera destiné à recevoir des pavillons locatifs. L'ensemble se situe sur une partie des parcelles cadastrées AH-43, AH-112, AH-213 et AH-320 formant un total d'environ 27 338 m<sup>2</sup>.

Ce projet d'aménagement a fait l'objet d'une concertation entre le lotisseur, le maître d'oeuvre, les élus et les services municipaux, et une convention relative à la rétrocession et au classement dans le domaine public communal des espaces communs du lotissement « La Croix Briand 2 » a été établie.

Cette convention définit les modalités de contrôle par la commune des études, de la préparation des marchés et de l'exécution des travaux des équipements communs appelés à être rétrocédés à la commune lors de la réception des travaux. En contrepartie, les frais d'intervention de la commune à la charge du Maître d'Ouvrage sont fixés forfaitairement à 1% du montant des travaux HT.

La commission n° 4 « Urbanisme et Bâtiment », réunie le Mercredi 1er Février 2006, a émis un avis favorable à cette opération.

Mme GINGAT propose au Conseil Municipal :

- d'approuver ce projet
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention à intervenir

Entendu l'exposé de Mme GINGAT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 21 voix « pour » et 4 voix « contre », APPROUVE ces propositions.

#### **06-41) OFFICE DU TOURISME – BILAN ANNUEL 2005**

Rapporteur : M. Bertrand HIGNARD, Adjoint

M. HIGNARD rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 97-101 en date du 30 juin 1997, le Conseil Municipal a confié à l'Office du Tourisme de Combours les missions de service public relatives au tourisme dans le cadre de la loi n°92-1341 du 23 décembre 1992 portant répartition des compétences dans le domaine touristique.

D'autre part, par délibération n° 99-22 en date du 22 février 1999, le Conseil Municipal a approuvé une convention arrêtant les missions confiées et les relations entre la Ville et l'Office du Tourisme.

Conformément à l'article 5 de ladite convention, l'Office du Tourisme a transmis son bilan et son rapport financier relatifs à l'exercice 2005, ces deux documents ayant été préalablement approuvés par l'Assemblée Générale de l'Association. Le rapport financier, quant à lui, a fait l'objet du rapport de contrôle des contrôleurs financiers.

Le bilan et le rapport financier de l'Office du Tourisme pour l'exercice 2005 sont présentés au Conseil Municipal pour approbation

Entendu l'exposé de M. HIGNARD, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 24 voix « pour » et 1 abstention, approuve les documents présentés par l'Office du Tourisme.

#### **06-42) PREPARATION DE LA RENTREE SCOLAIRE 2006 – PROJET DE RETRAIT D'EMPLOI DEFINITIF A L'ECOLE ELEMENTAIRE**

Rapporteur : Mme Monique ROBINAULT, Adjointe

Mme ROBINAULT informe le Conseil Municipal que, par courrier en date du 17 Février 2006, M. l'Inspecteur d'Académie a informé la Ville de COMBOURG que, dans le cadre de la préparation de la rentrée scolaire 2006-2007, ses propositions d'ouvertures et de fermetures de classes ont été soumises pour avis aux membres du Comité Technique Départemental et du Conseil Départemental de l'Education Nationale.

En ce qui concerne COMBOURG, les propositions de l'Inspecteur d'Académie sont les suivantes :

#### **Un retrait d'emploi définitif à l'école élémentaire**

*Cette mesure s'appuie sur une nouvelle logique pour les ouvertures et les fermetures dont l'enjeu est d'aboutir à une plus grande équité entre les écoles du département.*

Dans son courrier, M. l'Inspecteur d'Académie demande que ce projet de retrait soit soumis au Conseil Municipal.

Mme ROBINAULT propose Conseil Municipal d'émettre un avis défavorable à cette décision.

En effet, la Ville de Combours a développé une politique d'habitat qui va se poursuivre aussi bien au niveau privé qu'au niveau communal de sorte que la population va augmenter avec l'apport de futurs élèves.

D'autre part, les écoles maternelle et élémentaire publiques reçoivent des élèves de communes voisines dont certaines n'ont plus du tout d'école et dont les populations augmenteront également.

De plus, pour les écoles de la circonscription, les critères des écoles à besoins spécifiques sont remis en cause, ce qui a pour conséquence un effectif par classe plus élevé.

Enfin, les fermetures envisagées vont à l'encontre de la qualité du service public en milieu rural et ne tiennent pas compte de la situation démographique réelle confortée par les résultats non encore homologués du recensement de la population qui s'est déroulé en février 2006.

Entendu l'exposé de Mme ROBINAULT, vu la décision de M. l'Inspecteur d'Académie visant au retrait d'un emploi définitif à l'école élémentaire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 24 voix « pour » et 1 abstention, **décide d'émettre un avis défavorable** à cette décision de retrait d'emploi.

#### **06-43) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (15<sup>e</sup> alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 02.07 en date du 4 février 2002, le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22, 15<sup>ème</sup> alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, M.le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Arrêté n° 06.024 T en date du 10 février 2006 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :

- parcelle AH n° 117 sise « Allée Bon Repos » (**DIA n° 05**) d'une superficie de 1 150 m<sup>2</sup> et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 06.034 T en date du 22 février 2006 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - parcelle AC n° 411 sise « 15, rue notre Dame » (**DIA n° 06**) d'une superficie de 40 m<sup>2</sup> et supportant un commerce
- Arrêté n° 06.035 T en date du 22 février 2006 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - parcelle AN n° 48 sise « 18, rue de l'Abbaye » (**DIA n° 07**) d'une superficie de 48 m<sup>2</sup> et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 06.036 T en date du 22 février 2006 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - parcelle AL n° 32 sise « Place des Déportés » (**DIA n° 08**) d'une superficie de 47 m<sup>2</sup> et supportant un commerce

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

#### **06-44) QUESTIONS ORALES (1er trimestre)**

Rapporteur : M. LE BESCO, Maire

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur du Conseil Municipal, le point "QUESTIONS ORALES" est inscrit à l'ordre du jour étant précisé que l'article 11 précité prévoit que chaque Conseiller ne pourra poser qu'une seule question et qu'elle devra être limitée à des affaires d'intérêt strictement communal.

Les questions ne répondant pas à ces critères et déposées hors des délais prévus à l'article 11 du Règlement intérieur du Conseil Municipal ne pourront pas être prises en compte.

Aucune question n'a été posée.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 23 H 05.